



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par 5th Pillar, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, diffusée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Coalition de citoyens contre la corruption, 5th Pillar est une organisation à but non lucratif qui œuvre depuis six ans dans le domaine de la lutte contre la corruption en donnant des moyens aux citoyens au niveau local et en promouvant le droit d'accès à l'information dans les zones rurales où des pans entiers de la population, en particulier ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, sont privés de leurs droits fondamentaux ou se les voient refuser. 5th Pillar a observé, dans le cadre de sa lutte anticorruption sur le terrain et de l'étude des facteurs résultant de la corruption – qui impactent ou affaiblissent les résultats positifs des travaux de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) à travers le monde, que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement risquait de prendre beaucoup de retard si personne ne s'attaquait de front à la question de la lutte contre la corruption et si celle-ci ne devenait pas la cible d'une volonté politique beaucoup plus affirmée. Les gouvernements doivent sévèrement sanctionner les politiciens corrompus qui détournent des fonds publics destinés à : a) l'éradication de la pauvreté et de la faim; b) l'enseignement primaire universel; c) l'atténuation des discriminations liées au sexe; d) la réduction du taux de mortalité infantile; e) le relèvement du niveau de la santé maternelle; f) la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et les maladies à fort impact; et g) la préservation de l'environnement.

Si les gouvernements n'interviennent pas de façon dynamique dans ce sens – en raison d'un manque de volonté politique, de prévoyance et de vision de la part des leaders politiques, alors le public, les ONG et les médias doivent monter au créneau pour faire pression afin que l'on fasse le nécessaire. Ce malaise social omniprésent que l'on appelle la « corruption » – qui imprègne tout et s'enracine profondément dans les sociétés sous-développées et en développement – fait sans cesse et massivement obstacle à tous les objectifs du Millénaire pour le développement visés par la mission du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les objectifs susmentionnés et les efforts engagés par tous pour les atteindre reposent sur des fondements fragilisés par la corruption. Les citoyens du monde doivent prendre conscience des effets désastreux de la corruption souvent laissés de côté par une majorité d'ONG, qui préfèrent concentrer toute leur attention sur leur principale activité ou leur objectif déclaré. Cela étant, nombreux sont ceux qui ne remarquent pas que nous avançons de 10 pas avant de reculer de 5 – voire plus – du fait des écueils cachés de la corruption qui, à tous les niveaux, compromettent les efforts louables et désintéressés d'une multitude d'individus et d'ONG qui travaillent avec passion à la réalisation des OMD.

La corruption nourrit et alimente une discrimination qui se fonde sur le pouvoir économique, les préjugés sexistes et relatifs aux capacités – autant de facteurs qui empêchent l'accès des citoyens vivant dans la pauvreté à un emploi raisonnable et à un travail décent, qui pourraient contribuer à l'éradication de la pauvreté. Il est possible d'atteindre une croissance économique équitable, durable et inclusive plus rapidement et plus efficacement si l'on identifie les signes précurseurs et si l'on alerte l'ensemble des parties prenantes à la réalisation des OMD, qui doivent d'entrée de jeu appliquer la « tolérance zéro à l'égard de la corruption », afin que les objectifs deviennent plus facilement réalisables dans les délais prévus par le PNUD et la communauté mondiale.